

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 11/02/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

STEELCASE SA

Rue Auguste Lumière
BP 70132
57400 Sarrebourg

Références : SARREBOURG_STEELCASE_2025-02-10_RAPVI_MTL_01087
Code AIOT : 0006201835

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2025 dans l'établissement STEELCASE SA implanté Rue Auguste Lumière BP 70132 57400 Sarrebourg. L'inspection a été annoncée le 04/12/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection vise à constater in situ :

- la nature des modifications intervenues en 2024 sur la chaîne de traitement de surface de la société Steelcase
- la pousse de plantes (Saules), suite à l'arrêté préfectoral 2023-DCAT-BEPE-153 du 25 juillet 2023 mettant en demeure la société Steelcase, de respecter la prescription de l'article 4 de son arrêté préfectoral du 5 février 2018 l'autorisant à construire une rétention des eaux

incendie dans le lit majeur de la Bièvre, sur son site à Sarrebourg.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- STEELCASE SA
- Rue Auguste Lumière BP 70132 57400 Sarrebourg
- Code AIOT : 0006201835
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement Steelcase à Sarrebourg est autorisé par arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-132 du 6 mai 2002 à produire des chaises de bureau. Ses installations présentent des procédés d'encollage, de peinture, de soudure, de moulage. Pour la préparation des différentes pièces à la peinture, l'établissement dispose d'une chaîne de traitement de surface.

Textes réglementaires complémentaires à l'arrêté d'autorisation :

- Arrêté préfectoral complémentaire n°2018_DCAT_BEPE_30 du 05 février 2018 autorisant la société Steelcase à construire une rétention des eaux incendie dans le lit majeur de la Bièvre, sur son site de Sarrebourg.
- Arrêté préfectoral complémentaire n°2018_DCAT_BEPE_196 du 06 septembre 2018 actualisant le tableau des installations visées à la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement de l'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-132 du 6 mai 2002

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclassement Rubrique IED 3260 : Traitement de surface	AP Complémentaire du 06/09/2018, article 1(partiel)	Sans objet
2	Plantation de saules pour compensation de digue de rétention d'eau in situ	AP de Mise en Demeure du 25/07/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

A l'issue de la visite d'inspection, aucune non-conformité n'a été constatée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclassement Rubrique IED 3260 : Traitement de surface

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/09/2018, article 1(partiel)
Thème(s) : Situation administrative, Déclassement Rubrique IED 3260 : Traitement de surface

Prescription contrôlée :

L'article 3 de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-132 du 6 mai 2002 est modifié comme suit :

« La présente autorisation d'exploiter vise les installations répertoriées dans le tableau suivant :

N° de rubrique	Activité	Volume de l'activité	Régime
3260	Traitement de surface de métaux ou de matières plastiques par un procédé électrolytique ou chimique pour lequel le volume des cuves affectées au traitement est supérieur à 30 m ³ .	Volume total des bains : 40 m ³	A

Constats :

La société Steelcase utilisait du phosphate de fer comme dégraissant, avant de changer courant 2024 son process.

Par lettre du 20 février 2024, elle a porté à la connaissance du préfet, la réduction du volume des bains de traitement de surface en dessous du seuil de 30 m³ de la rubrique IED 3260 (Traitement de surface). Elle demande à cet effet à ne plus être classée sous la rubrique 3260.

Lors de la visite l'inspection constate les modifications suivantes :

- remplacement du phosphate de fer par un mélange de zirconium (additif pour le traitement de surface des métaux) dont la fiche de données de sécurité (FDS) a été présentée, et n'appelle pas d'observation;
- remplacement des deux étapes du traitement de surface (bain de dégraissage et bain de phosphatation) en une seule étape dont un seul bain qui joue la double fonction de dégraissage et de phosphatation.

L'inspection constate effectivement que cette modification se traduit par une baisse du volume des bains de traitement, le passant de 40 m³ déclaré en 2018 à 28,1 m³ aujourd'hui, en dessous du seuil IED de 30 m³.

Cela a pour conséquence le déclassement des installations de traitement de surface qui ne seront plus soumises à la directive IED.

Ce déclassement sera traité ultérieurement dans un arrêté préfectoral complémentaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plantation de saules pour compensation de digue de rétention d'eau in situ

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 25/07/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Plantation de saules pour compensation de digue de rétention d'eau in situ
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société Steelcase située rue Auguste Lumière à Sarrebourg est mise en demeure de respecter l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 5 février 2018 : « [...] la vocation forestière est assurée par la plantation de 100 boutures de saules blancs (bouture de 1,5 mètres de long et 1 à 3 cm de diamètre, enfoncé de 1 à 30 cm dans le sol) [...] » dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p> <p>L'exploitant pourra proposer une solution alternative en déposant un porter à connaissance conformément à l'article R181-45 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par lettre du 14 mai 2024, photos à l'appui, la société Steelcase informe le préfet que les dernières vérifications opérées dans la zone autour de la zone humide ont révélé la présence de saules blancs et de saules marceaux en quantité importante, qui se sont développés de manière naturelle et ont colonisé l'espace autour de cette zone humide.</p> <p>Cette information n'a pas recueilli d'opposition de la direction départementale des territoires de Moselle, compétente en matière de zones humides et qui est à l'origine de la prescription de l'arrêté 5 février 2018 pré-cité.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que les saules ont effectivement poussés, et considère que l'exploitant a répondu à la mise en demeure.</p> <p>Il est proposé au préfet de lever la mise en demeure signifiée à l'exploitant par arrêté préfectoral 2023-DCAT-BEPE-153 du 25 juillet 2023..</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure